



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 141 – 3^{ème} trimestre 2009

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
Les placements des ménages	14
Les disponibilités des entreprises	15
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	16
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	17
L'endettement des ménages	18
L'endettement des entreprises	19
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
7.1 Taux réglementés	22
7.2 Principaux taux de marché	22
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	22
7.4 Taux de l'usure	22
7. Monnaie fiduciaire	23
7.1 Emission mensuelle de billets euros	23
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	23

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Deux critères cumulatifs sont retenus par l'IEDOM pour l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas l'une de ces conditions sont considérés comme non installés localement. C'est le cas par exemple de l'Agence française de développement (AFD) ou la Casden qui disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. On précisera que la Banque postale est considérée comme un établissement local.

2) Enquête

L'IEDOM réalise trimestriellement une enquête de conjoncture auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement (13 établissements concernés). Le questionnaire vise à appréhender les évolutions de leur activité commerciale en dépôts et en crédits ainsi que leur opinion portant sur différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées relativement à la taille des établissements en fonction de leurs encours en dépôts ou en crédits selon la nature de la question posée. Les résultats obtenus donnent une mesure synthétique de l'appréciation de la situation.

3) Actifs financiers

Dans cette note, les actifs financiers concernent exclusivement les dépôts auprès des banques locales et de la Banque postale. En sont exclus les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

En plus des *dépôts à vue*, les *placements liquides ou à court terme* regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires). *L'épargne à long terme* est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont cependant pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit de la place mais gérés par des sociétés affiliées, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages comprennent les particuliers, les entrepreneurs individuels (EI) et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières (SNF) ; les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Au titre des passifs financiers, est présentée la situation des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux d'une part, et par l'ensemble des établissements d'autre part.

Les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden, Natexis et le Crédit foncier de France.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre les catégories entreprises et ménages selon les types de crédits considérés. Les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés en encours des ménages avec les données des particuliers, alors que les autres catégories de crédit des EI le sont en encours des entreprises avec la totalité des données des sociétés non financières (SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage, tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

S'agissant des ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation recouvrent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

Cette base statistique est complétée par les données d'encours de créances douteuses déclarées localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10.000 euros, et par celles des arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22.500 euros, transmises par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle internationale

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermi. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1100 USD l'once en novembre.

2 – Evolution conjoncturelle en Guadeloupe

A fin septembre 2009, l'activité des établissements de crédit intervenant dans le département est mal orientée, laissant apparaître une nette répercussion de la morosité économique sur les comportements financiers. Aucun signe d'amélioration du climat des affaires n'étant perceptible dans le département, le ralentissement du marché du crédit, amorcé dès juin 2008, se prolonge tandis que la collecte des dépôts commence à s'essouffler.

En termes annuels, le 3^{ème} trimestre 2009 est notamment marqué par :

- un recul de l'encours des crédits aux entreprises pour la première fois en dix ans ;
- une nouvelle diminution des crédits à la consommation ;
- un ralentissement de la croissance de l'encours des comptes à vue des agents, contrastant avec deux trimestres consécutifs d'amélioration notable;

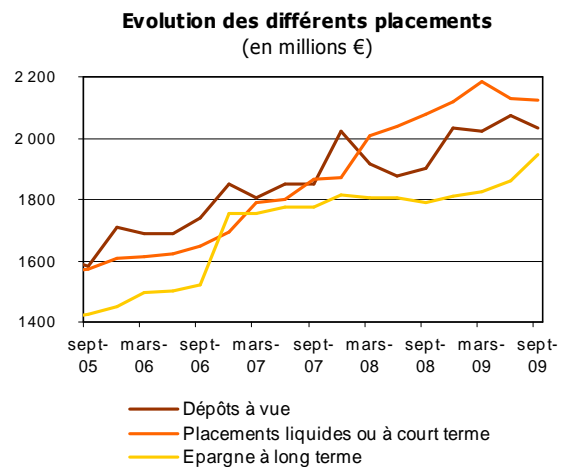
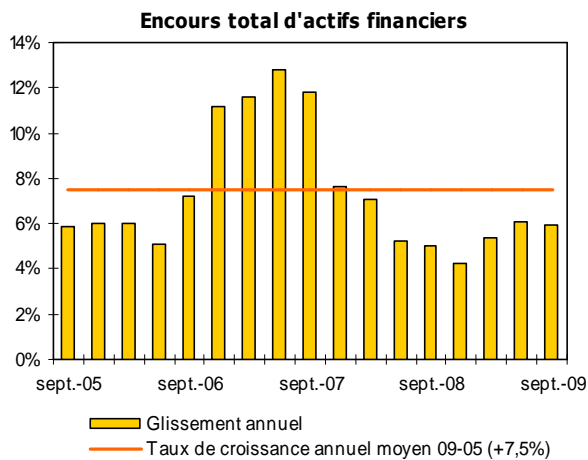
Par ailleurs, pour la première fois sur longue période, les établissements de crédits non installés localement sont les principaux contributeurs à l'évolution d'ensemble du marché du crédit, en Guadeloupe.

2.1 - L'évolution des actifs financiers en Guadeloupe

Des signes d'essoufflement de l'encours des actifs financiers dans le département

Au 3^{ème} trimestre 2009, l'encours des actifs financiers de la clientèle, particulièrement dynamique en juin, montre des signes avant-coureurs d'essoufflement. A 6,11 milliards €, il augmente de 5,8 % sur un an, soit un rythme légèrement inférieur à celui relevé au 2^{ème} trimestre 2009 (+6 %). De surcroît, cette évolution est, pour l'essentiel, portée par la collecte d'assurance-vie et de portefeuilles-titres, les autres catégories d'actifs financiers affichant un net ralentissement en glissement annuel (-3,5 points pour les dépôts à vue et -2,2 points pour les placements liquides ou à court terme). Le dynamisme des placements financiers pourrait s'expliquer par un effet prix, en lien avec la remontée de la Bourse depuis mars 2009.

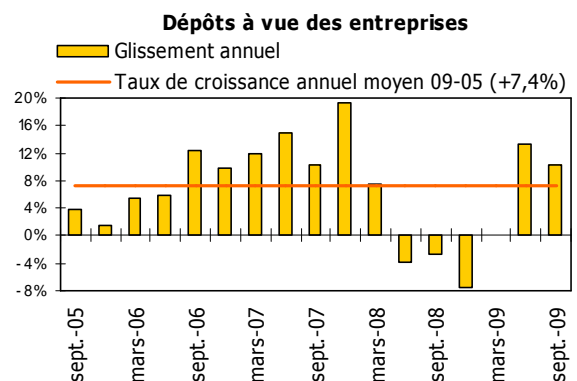
En rythme trimestriel, le taux de croissance de l'encours reste très faible (+0,8 %, après +0,4 % en juin), en raison essentiellement d'un recul des dépôts à vue (-1,8 %) et des comptes d'épargne à régime spécial (-0,4 %).



Comptes à vue : coup de frein modéré après deux trimestres d'amélioration notable

L'embellie relevée depuis mars 2009 sur les comptes à vue s'est interrompue au 3^{ème} trimestre. Si l'encours (2,03 milliards €) continue de croître en rythme annuel (+7 %, soit +133,1 millions €), un ralentissement de l'ordre de 3,5 points est enregistré par rapport au taux observé en juin. En glissement trimestriel, l'encours diminue de 1,8 % (-36,7 millions €).

Le ralentissement le plus brutal est subi par les **entreprises**, qui maintiennent néanmoins une bonne tenue de leurs comptes ordinaires créditeurs. Quoiqu'en réduction de 2,9 points en trois mois, le taux de croissance annuel de l'encours demeure en effet soutenu¹ (+10,4 % sur un an, soit +72,7 millions €), reflétant une répercussion, pour l'instant relativement modérée, du tassement général du volume d'affaires sur la trésorerie des entreprises, en raison probablement d'un ajustement de leurs charges d'exploitation. Le glissement annuel de l'encours relevé en septembre 2009 reste ainsi supérieur au rythme moyen de progression sur la période 2005-2009 (+7,4 %). En glissement trimestriel, les tensions de trésorerie des entreprises sont davantage perceptibles, l'encours perdant 0,4 % par rapport à juin 2009 (après +0,7 % au trimestre précédent).

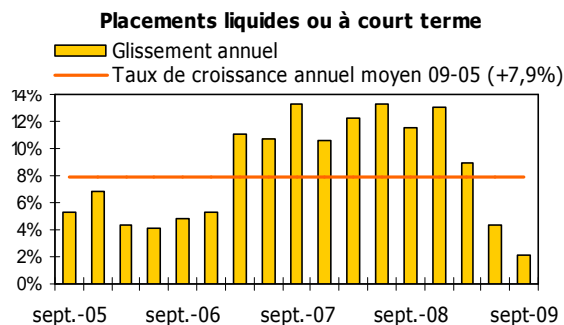


Les **ménages**, principaux détenteurs de dépôts à vue (50,9 % du total), affichent également un ralentissement de l'évolution annuelle de leurs liquidités. L'encours progresse de 5,3 % sur un an à fin septembre 2009, après +6,8 % en juin. Le glissement trimestriel de l'encours se révèle même négatif (-1,7 %), après trois trimestres consécutifs d'orientation favorable.

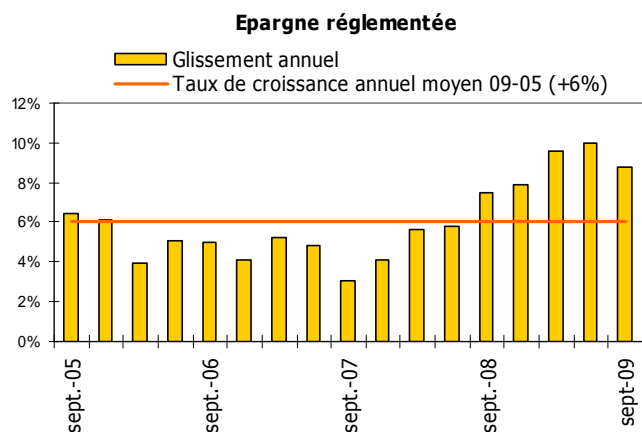
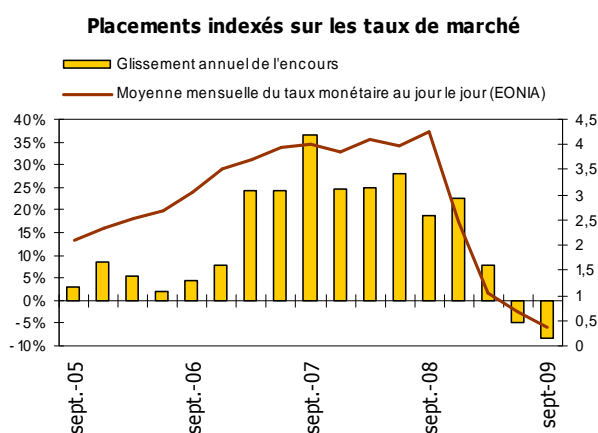
¹ Il convient toutefois de noter que ce taux se rapporte à un encours en repli sur un an au troisième trimestre 2008 (-2,7 %).

Epargne à court terme : ralentissement sur l'ensemble des placements

Pour le troisième trimestre consécutif, la croissance de l'encours des placements liquides ou à court terme (2,13 milliards €) ralentit. Sur un an, cette catégorie d'actifs financiers progresse de seulement 2,2 %, soit un rythme réduit, de nouveau, de moitié par rapport au trimestre précédent (+4,4 %, après +8,8% en mars) et le plus faible depuis 2004. En glissement trimestriel, l'encours diminue légèrement (-0,1 %). Outre la poursuite de la décollecte de dépôts à terme, en phase avec la faiblesse des taux de rémunération, l'épargne liquide se caractérise, à fin septembre 2009, par un moindre intérêt des agents économiques pour les comptes d'épargne réglementée, contrastant avec le pic du début d'année lié notamment aux campagnes commerciales relatives aux livrets A.



Très prisés par la clientèle jusqu'au troisième trimestre 2008 en raison du niveau relativement élevé des taux d'intérêt à court terme¹, les **placements indexés sur les taux de marché** (747,2 millions €) enregistrent la deuxième baisse consécutive, en rythme annuel. L'encours, qui avait fortement ralenti en début d'année 2009, recule de 8,2 % sur un an, en raison notamment de la faiblesse persistante de leur rémunération ; la moyenne mensuelle du taux Eonia perd en effet 3,9 points entre septembre 2008 et septembre 2009 pour s'établir à 0,3564 %. Dans le détail, l'encours des comptes à terme (51,6 % du total) subit une nette diminution (-12,8 % sur un an, après -1,8 % en juin) tandis que la collecte d'OPCVM monétaires bénéficie d'une légère embellie (+0,6 % sur un an, contre -4,6 % en juin).



L'impact positif de l'ouverture à la concurrence de la distribution du livret A au 1^{er} janvier 2009 sur la collecte d'épargne s'est mécaniquement maintenu en rythme annuel à fin septembre 2009. L'encours d'**épargne réglementée** (1,38 milliard €) affiche par conséquent une croissance soutenue (+8,8 %) mais en ralentissement (-1,2 point par rapport à juin 2009).

Les effets de la révision, à la baisse, des taux de rémunération de l'épargne réglementée intervenue en février, mai puis août 2009², commencent en effet à se manifester dans l'évolution des encours. La quasi-totalité des placements subissent un ralentissement de leur rythme de progression annuelle. Notamment, les encours des livrets ordinaires, des livrets jeunes et des livrets de développement durable s'inscrivent en hausse de respectivement 3,9 %, 0,7 % et 7,9 %, contre +5,1 %, +2,5 % et +11,8 % en juin. En lien avec leur ouverture à la concurrence et un niveau de rémunération légèrement supérieur aux conditions de marché, les livrets A et bleus affichent un rythme de croissance encore soutenu (+18,2 % contre +19,7% en juin).

En glissement trimestriel, le désintérêt des agents pour les comptes d'épargne réglementée est davantage perceptible. L'encours se réduit légèrement entre juin et septembre 2009 (-0,4 %, après +1,1 % en juin), se

¹ A fin août 2008, le taux moyen monétaire mensuel avait atteint un point haut (4,2996 %).

² Le taux de rémunération du livret A (qui sert de base de calcul à la rémunération de la plupart des autres livrets d'épargne réglementée) est passé de 4% en août 2008, à 2,50 % en février 2009 puis à 1,75% en mai 2009. Au 1^{er} août 2009, il est fixé à 1,25 %.

caractérisant par un repli de l'ensemble des catégories de placements, à l'exception des livrets A et bleus, stables.

Épargne longue : bonne orientation, à la faveur essentiellement de l'assurance-vie

Après le tassement observé tout au long de l'année 2008, principal reflet des conséquences de la crise financière sur la collecte, l'épargne longue tend à retrouver un niveau de croissance soutenue à fin septembre 2009. L'encours (1,95 milliard €) progresse de 8,8 % sur un an (contre +3,1 % en juin), soit un rythme supérieur à la moyenne relevée entre 2005 et 2009 (+8,1 %).

L'épargne longue des ménages, qui représente 96,6 % du total, progresse de 9 % sur un an (+3,5 % en juin). Cette performance est liée à une bonne tenue des portefeuilles titres (+25,4 %) et l'assurance-vie (+13,7 %), les autres composantes de l'épargne longue s'inscrivant en recul sur la période sous revue.

L'**assurance-vie** (1,10 milliard €), premier produit d'épargne à long terme des ménages (58,5 % du total), a retrouvé un niveau de croissance (+13,7 %) proche de celui enregistré en 2007, néanmoins inférieur au taux moyen sur quatre ans (+21 %).

Le redressement de l'encours de portefeuilles-titres relevé en juin 2009 (+3 %) se poursuit à fin septembre. L'encours des **actions et obligations** affiche une croissance très forte (+24,1 % sur un an), portée notamment par la mise en place d'emprunts obligataires en milieu d'année. En revanche, le recul de l'encours d'**OPCVM non monétaires** observée depuis le déclenchement de la crise financière, en 2007, perdure ; l'encours perd 7,2 % sur un an (-17,2 % en juin 2009).

L'encours des **plans d'épargne logement** (22,3 % du total) poursuit le recul continu entamé en 2006, année marquée par la modification de leur fiscalité. Il se replie de 1,4 % sur un an, après -2,3 % en juin 2009.

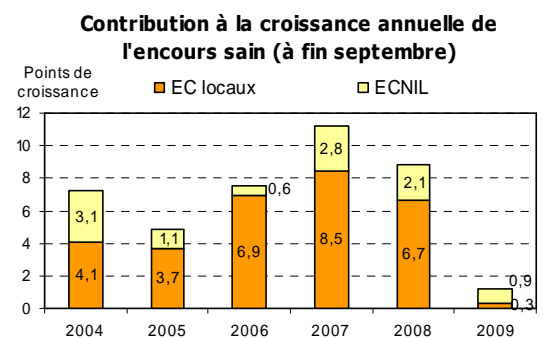
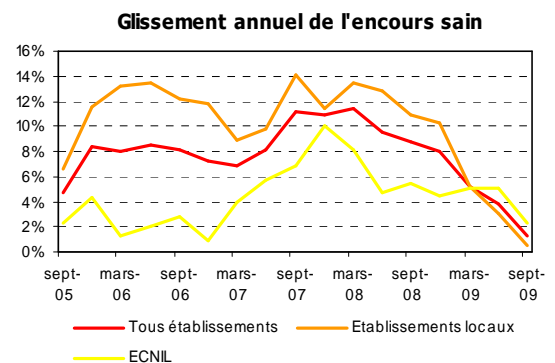
2.2 - L'évolution des passifs financiers en Guadeloupe

Fléchissement durable de la croissance annuelle des encours de crédits

A fin septembre 2009, l'encours sain de crédits s'établit à 6,56 milliards euros, demeurant stable sur trois mois (+0,1 %).

En rythme annuel, l'encours, en ralentissement continu depuis mi-2008 (cf. *graphe ci-contre*), affiche son plus faible taux de croissance sur huit ans¹: +1,2 % (+78,2 millions €), contre +3,8 % en juin 2009. En comparaison, la croissance annuelle moyenne de l'encours sur la période 2005-2009 atteignait +7,1 %.

L'atonie de l'activité de crédit concerne aussi bien les établissements de la place bancaire locale que ceux non installés localement. Les premiers enregistrent un ralentissement sévère de leurs encours depuis un an se traduisant, à fin septembre 2009, par une croissance relative proche de zéro (+0,6 %, soit +22,1 millions €, contre +3 % en juin). Les seconds subissent une décélération brutale de leur activité de crédit au troisième trimestre 2009 (-2,8 points de croissance annuelle) mais affichent néanmoins une progression des encours plus dynamique que celle de la place bancaire locale (+2,3 % sur un an, soit +56,1 millions €). Les établissements non installés localement apparaissent ainsi, pour la première fois sur longue période, comme les principaux contributeurs à la hausse d'encours de crédits relevée dans le département (0,9 point contre 0,3 pour les établissements locaux).



¹ 2001 étant la première observation disponible dans la série statistique considérée.

Mauvaise orientation des principaux segments de crédits, sur fond de conjoncture économique dégradée

A l'exception du financement des collectivités locales, l'ensemble des segments de crédit enregistre une évolution défavorable en rythme annuel. Dans une conjoncture économique qui peine à se redresser, les encours relatifs à l'investissement et à la consommation s'inscrivent en baisse sur un an ; le financement de l'habitat continue de ralentir.

L'encours des **crédits d'investissement** (entreprises et collectivités locales), dont le ralentissement perdure depuis mars 2008, enregistre à fin septembre 2009 une diminution historique¹ (-2,5 %, soit -48,4 millions € sur douze mois).

Face à la persistance de l'atonie de la demande des ménages, le segment des **crédits à la consommation**, ne parvient pas à redémarrer. L'encours (y compris comptes ordinaires débiteurs) continue de diminuer au troisième trimestre 2009 (- 2,4 %, soit -21,5 millions €, après - 1 % en juin et - 2,9 % en mars), singulièrement sur le compartiment des prêts automobiles.

Tant du côté des entreprises que des ménages, le tassement du financement de **l'habitat** se poursuit, l'encours enregistrant son plus faible taux de croissance annuelle depuis juin 2005 (+ 5,2 %, contre + 7,6 % au 1^{er} trimestre 2009 et + 8,1 % en moyenne sur quatre ans).

Enfin, le recul des **crédits d'exploitation** (entreprises et collectivités locales) s'est accentué au 3^{ème} trimestre (- 9,8 % contre - 6,3 % en juin), en lien avec un moindre recours des entreprises au découvert bancaire.

Sur la dernière décennie, premier recul annuel de l'encours des crédits aux entreprises

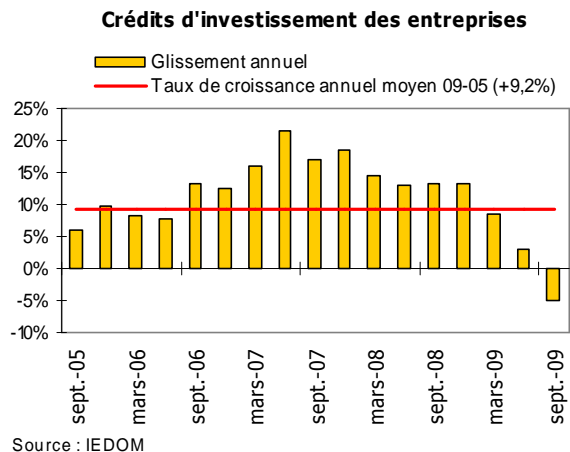
Si, en dépit de la dégradation de la conjoncture économique, les crédits aux **entreprises** maintenaient un rythme annuel de croissance positif, cette tendance s'est rompue au troisième trimestre. A 3,27 milliards €, l'encours enregistre, à fin septembre 2009, sa première baisse annuelle sur dix ans (-1,1 %, soit -35,7 millions €, après une croissance modeste au deuxième trimestre). Sur trois mois, le repli s'établit à -0,4 % (soit - 13,7 millions €), après -0,9 % en juin et -1,4 % en mars).

Les incertitudes économiques ne favorisant pas les efforts d'équipement de la part des entreprises, le segment des **crédits d'investissement** (1,25 milliard €) souffre du pessimisme des agents économiques. L'encours chute de 5,1 % (-66,6 milliards €) sur un an à fin septembre, après avoir montré des signes d'essoufflement au cours des deux trimestres précédents (*cf. graphe ci-contre*). Le maintien d'un climat des affaires dégradé en Guadeloupe depuis plusieurs mois conduit, en effet, la plupart des chefs d'entreprises à limiter leur demande de financements aux seuls besoins de renouvellement, afin d'éviter d'accentuer la fragilité de leurs indicateurs d'exploitation.

Dans ce contexte, l'encours de **crédits à l'équipement** se réduit de 3,6 % (-39,9 millions €) sur un an. L'effort d'équipement des entrepreneurs individuels apparaît

notamment en berne depuis juin 2008, cette tendance s'accroissant au troisième trimestre 2009 ; l'encours se replie de 9,8 % sur un an (-10,9 millions €), après avoir perdu 5,7 % à fin juin. Le **crédit-bail**, particulièrement utilisé par les secteurs du commerce, de la location de véhicules et de l'immobilier, affiche, de surcroît, une nouvelle baisse record en rythme annuel (- 11,9 % après - 10,4 % en juin 2009).

Les crédits à moyen et long termes et de crédit-bail déclarés au Service Central des Risques de la Banque de France sur des entités de Guadeloupe (3,49 milliards €) confirment cette tendance au tassement de l'investissement, avec une nouvelle décélération de leur croissance annuelle à fin septembre 2009 (+6,9 %, soit +246,7 millions €, après +7,8 % en juin). L'**hôtellerie-restauration**, qui montre de légers signes de redressement après une haute saison perturbée, et les « activités de services administratifs et de soutien »,



¹ Aucune baisse annuelle de l'encours des crédits d'investissement n'avait été enregistrée depuis juin 2002 (-4,4 %).

qui comprennent notamment les entreprises de *location de véhicules*, apparaissent comme les secteurs les moins disposés à investir ; leurs encours reculent de respectivement 18,3 % (-8,6 millions €) et 29,4 % (-45,6 millions €) sur un an. Dans la *construction*, l'encours de crédit (moyen long terme et bail) ralentit fortement, le glissement annuel passant de +15,1 % en juin à +6,9 % (+4,7 millions €) en septembre, en lien avec une contraction significative de l'activité des entreprises du secteur et de faibles prévisions de redémarrage malgré l'ouverture des chantiers annoncé dans le cadre du plan de relance de l'économie ; l'*immobilier* connaît une évolution similaire, cependant moins brutale (+5,9 %, soit +73,3 millions €, après +7,4 % en juin). La croissance des encours du *commerce* reste positive mais particulièrement contenue (+0,8 %, soit +1,7 million €, après +1,3 %).

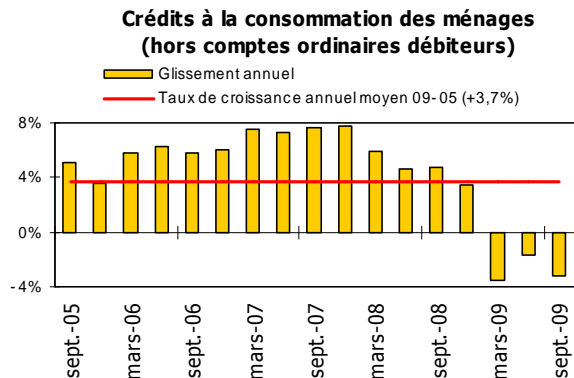
L'évolution des crédits immobiliers des entreprises (1,54 milliard €) traduit également l'attentisme des agents. La croissance de l'encours tombe à +4,5 % (+66,8 millions €) à fin septembre 2009, contre une progression annuelle moyenne de 7,3 % sur quatre ans. Notamment, en lien avec une demande en forte chute, les encours de crédits portés par le secteur de la promotion immobilière sont en perte de vitesse.

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'encours des crédits d'exploitation se contracte en glissement annuel (-9,3 % ; - 46,1 millions €), traduisant un moindre recours des entreprises à l'endettement bancaire de court terme grâce notamment à un ajustement de leurs charges d'exploitation. Le recours au *découvert* se réduit ainsi considérablement, tant en rythme trimestriel (-8,7 % ; -16,1 millions €) que sur un an (-20,5 % ; -43,2 millions €). Parallèlement, la demande de *crédits de trésorerie* affiche une légère progression (+2,5 %, soit +5,3 millions €, en glissement annuel à fin septembre), après un recul de 6,4 % en juin ; cette évolution positive doit cependant être relativisée au regard d'une opération exceptionnelle effectuée par un établissement de la place, sans laquelle l'encours des crédits de trésorerie aurait diminué de 6,1 %. Dans le même temps, les encours d'*affacturation* et de *créances commerciales* continuent de se replier fortement (respectivement -22,1 % et -4,2 % sur un an).

Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdit bancaire (3 028 à fin octobre 2009) atteint un maximum sur cinq ans d'observations.

Troisième trimestre consécutif de baisse des crédits à la consommation en rythme annuel

Le glissement annuel de l'encours sain des crédits en faveur de la clientèle des **ménages** (2,45 milliards €) ralentit pour le cinquième trimestre consécutif, pour s'établir à 2,7 % (+65,2 millions €) à fin septembre 2009 (+3,9 % en juin). Sur la dernière décennie, l'encours des crédits aux ménages n'avait jamais connu une si faible augmentation. En glissement trimestriel, l'encours progresse de 1,1 % (+ 27 millions €), après +1,7% en juin.



Dans une conjoncture marquée par un recul de 3,5 % des ventes de véhicules de tourisme neuf sur un an et une morosité certaine du secteur du commerce¹, la contraction des crédits à la consommation persiste. L'encours (hors comptes ordinaires débiteurs) diminue en rythme annuel pour le troisième trimestre consécutif (-3,1 %, soit -27,2 millions €, après -1,7 % en juin et -3,6 % en mars). Sur la place bancaire locale, les établissements de crédit fortement implantés sur le segment des prêts automobiles connaissent, plus que les autres, un repli de leur activité de crédit dans des proportions significatives.

Le financement de l'immobilier des ménages demeure atone, les établissements de crédits de la place faisant face à une nette réduction de la demande de crédit sur ce segment, par rapport à l'exercice 2008. Si les attestations délivrées par le Consuel pour les logements montrent des signes de redressement de l'investissement privé au troisième trimestre 2009, la croissance de l'encours des crédits à l'habitat sur un an (+5,9 %, soit +87,4 millions €) reste, à fin septembre, nettement en deçà de l'évolution moyenne observée sur les quatre dernières années (+9,8 %) et continue de ralentir (-1,1 point de croissance annuelle en trois mois).

¹ D'après l'enquête de conjoncture économique de l'IEDOM, les soldes d'opinion des dirigeants des entreprises du commerce se dégradent au troisième trimestre 2009.

L'accroissement de la vulnérabilité de la clientèle des ménages reste perceptible dans l'accélération du rythme de croissance des comptes ordinaires débiteurs. Au troisième trimestre 2009, l'encours affiche une hausse de 13,5 % sur un an, soit +5,7 millions € (contre +12,6 % en juin et +10,1 % en mars), qui reste toutefois en deçà du maximum relevé en décembre 2008 (+16,6 %). Parallèlement, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire (23 512) augmente de 1,2 % sur un an (+2,9 % à fin juin).

Amélioration perceptible de l'activité de crédit aux collectivités locales

L'encours de crédits aux **collectivités locales**, détenu à hauteur de 62 % par des établissements non installés localement, s'inscrit en marge de la tendance au ralentissement, en augmentant de 2,3 % (+14,1 millions €) par rapport à septembre 2008, après un glissement annuel de 1,5% en juin. Cette orientation favorable de l'activité de crédit aux collectivités locales est exclusivement portée par le segment de l'investissement dont l'encours augmente de 3,1 % sur un an (+1,8 % en juin).

Créances douteuses brutes : dégradation après quatre trimestres consécutifs d'amélioration

A fin septembre 2009, l'encours des créances douteuses brutes augmente de 3,7% (+21,9 millions €) après avoir diminué régulièrement depuis septembre 2008. Le taux de créances douteuses brutes atteint ainsi 8,5 %, en hausse de 0,2 point sur un an.

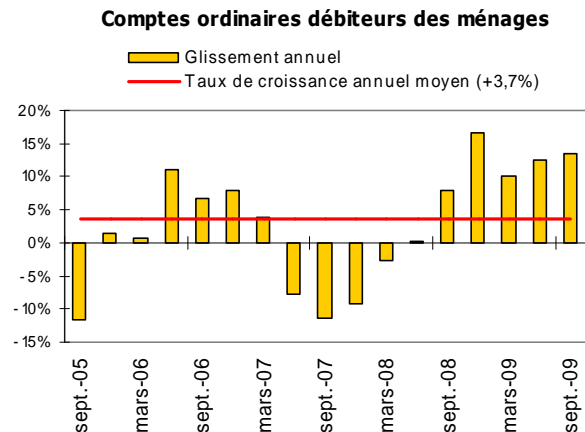
2.3 – La conjoncture bancaire et financière au quatrième trimestre 2009

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès de la place bancaire locale, l'activité bancaire ne devrait pas connaître d'amélioration significative au quatrième trimestre 2009, les dirigeants des établissements de crédit n'anticipant, timidement, une embellie qu'à partir du 1^{er} trimestre 2010.

Malgré l'effet saisonnier traditionnellement relevé en fin d'année, la collecte de dépôts ne devrait enregistrer qu'un léger redressement par rapport au troisième trimestre 2009. Dès lors, les actifs financiers des agents économiques pourraient afficher une véritable amélioration seulement au début de l'année 2010, en dépit du contexte général de fragilisation économique ressentie par la place bancaire locale.

Sur le marché du crédit, la situation devrait s'améliorer à la clôture de l'exercice 2009, au moins sur les segments de l'équipement et l'habitat. En revanche, le redressement serait moins évident s'agissant des crédits à la consommation dont l'encours devrait, au mieux, stagner en fin d'année avant de retrouver une croissance positive en 2010. Le compartiment durablement en berne demeure celui des crédits d'exploitation aux entreprises, sans véritable perspective de croissance face à la morosité économique, dont les établissements de crédit anticipent qu'elle pourrait se maintenir en début d'année 2010.

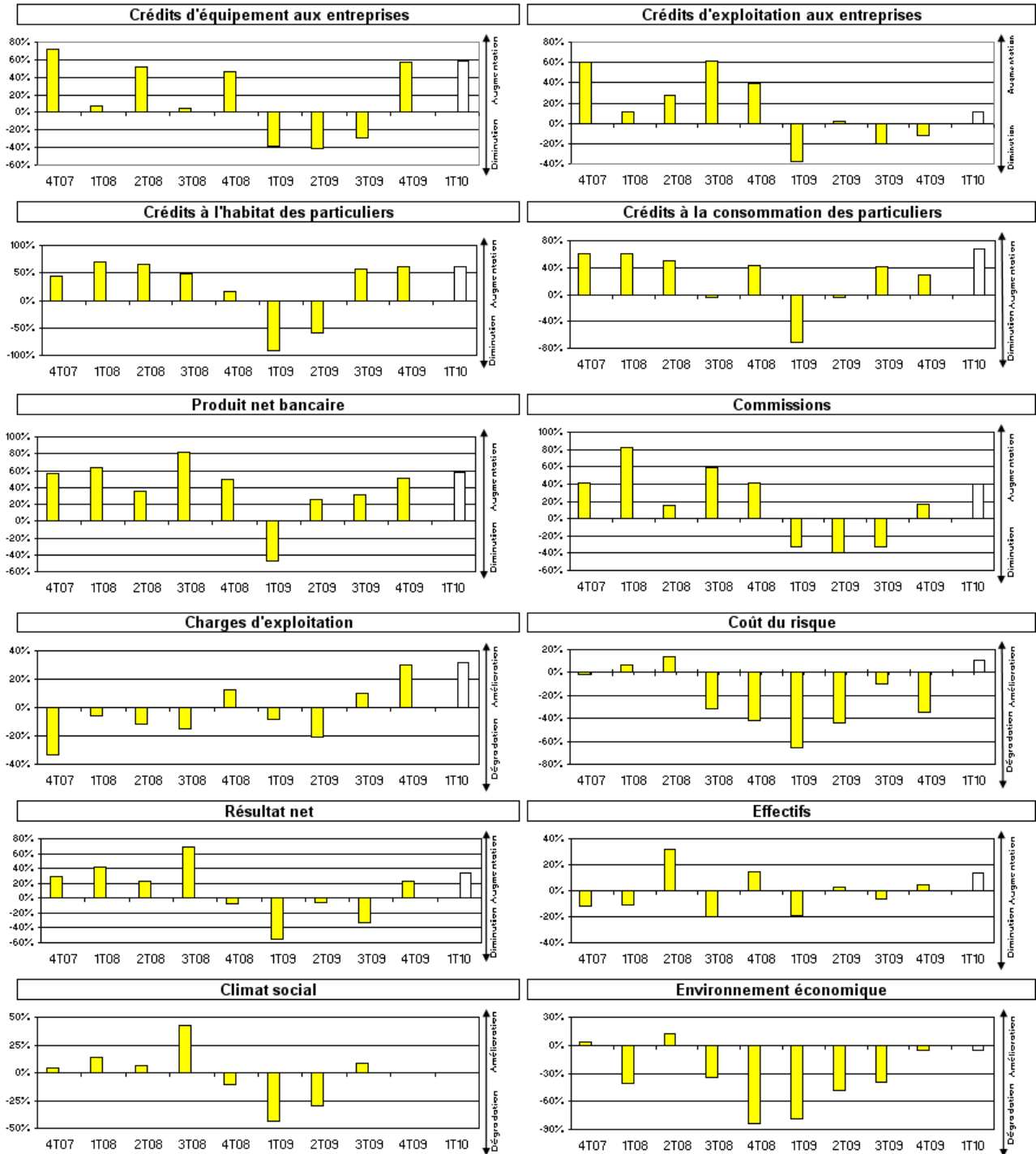
A l'exception du coût du risque, en forte dégradation en fin d'année 2009 du fait notamment des tensions de trésorerie des entreprises, les indicateurs d'exploitation des établissements de crédit devraient globalement se redresser au cours des deux trimestres prochains. Les recettes de commissionnement devraient renouer avec une croissance positive après avoir enregistré de mauvaises performances sur les neuf premiers mois de l'exercice et le PNB dégagé par les établissements de crédits locaux continuerait à croître au moins jusqu'au début de l'année 2010. L'amélioration des charges d'exploitation, qui suffirait tout juste à compenser l'accroissement du coût du risque, devrait permettre à la place bancaire locale, dans son ensemble, d'afficher une légère progression de son résultat net en fin d'exercice 2009.



2. L'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinion des dirigeants
(BDAF, BFCAG, BNP, BRED, CEPAC, SGBA, CRCAMG, FCMAG, CRCMOM, SOGUAFI)
Enquête relative à l'activité du 4ème trimestre 2009

■ Données brutes □ Prévisions



Source : IEDOM

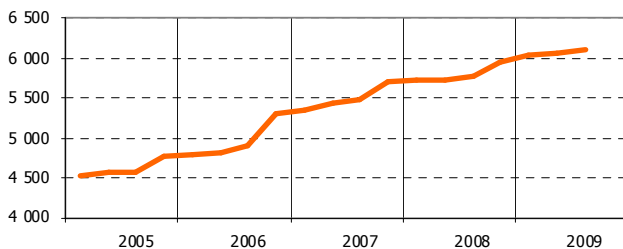
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

ACTIFS	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept 05	sept 06	sept 07	sept 08	déc 08	mars 09	juin 09	sept 09	1 an	3 mois
Sociétés non financières	918,9	1 012,6	1 159,4	1 179,8	1 269,8	1 294,9	1 256,2	1 265,7	7,3%	0,8%
Dépôts à vue	586,4	659,1	726,4	706,5	801,7	776,5	782,1	779,2	10,3%	-0,4%
Placements liquides ou à court terme	274,0	286,6	375,2	425,5	424,7	474,7	428,0	436,6	2,6%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,1	1,4	1,3	1,1	1,2	2,4	2,4	2,7	151,2%	9,0%
Placements indexés sur les taux de marché	271,9	285,2	373,9	424,4	423,5	472,3	425,6	433,9	2,2%	2,0%
<i>dont comptes à terme</i>	90,0	109,6	138,7	178,8	198,7	241,4	201,9	189,7	6,1%	-6,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	128,8	137,7	192,2	193,6	172,6	183,3	186,0	203,7	5,2%	9,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	52,6	37,6	42,8	52,0	52,1	47,6	37,6	40,5	-22,1%	7,7%
Epargne à long terme	58,5	66,8	57,7	47,8	43,4	43,7	46,1	49,9	4,5%	8,3%
OPCVM non monétaires	38,0	47,5	35,5	28,4	20,9	20,8	21,4	24,0	-15,5%	12,0%
Ménages	3 369,3	3 596,0	4 006,3	4 198,1	4 302,4	4 348,2	4 405,6	4 458,0	6,2%	1,2%
Dépôts à vue	828,4	902,3	955,2	983,9	1 006,4	1 024,0	1 054,8	1 036,4	5,3%	-1,7%
Placements liquides ou à court terme	1 189,2	1 258,3	1 353,2	1 488,9	1 546,3	1 560,4	1 550,9	1 541,1	3,5%	-0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 048,7	1 102,0	1 151,8	1 237,8	1 275,7	1 328,0	1 340,8	1 335,0	7,9%	-0,4%
<i>Livrets ordinaires</i>	429,9	458,1	471,8	500,2	508,8	523,5	522,6	519,9	3,9%	-0,5%
<i>Livrets A et bleus</i>	370,6	383,5	391,1	420,9	439,0	484,7	497,0	497,5	18,2%	0,1%
<i>Livrets jeunes</i>	13,0	13,3	14,5	15,2	15,8	16,9	15,5	15,3	0,7%	-1,6%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	56,8	59,3	64,7	70,7	72,5	59,1	60,6	59,9	-15,3%	-1,3%
<i>Livrets de développement durable</i>	74,9	84,0	104,1	123,1	130,5	134,2	135,0	132,7	7,9%	-1,7%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	103,4	103,7	105,6	107,8	109,1	109,5	110,0	109,7	1,8%	-0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	140,5	156,3	201,4	251,1	270,7	232,5	210,1	206,1	-17,9%	-1,9%
<i>dont comptes à terme</i>	92,6	108,1	134,8	175,3	197,3	159,6	139,2	132,3	-24,5%	-5,0%
<i>dont bons de caisse</i>	1,9	1,5	1,1	1,0	0,8	0,8	0,8	0,7	-26,1%	-7,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	45,8	46,4	65,4	74,7	72,5	72,0	70,0	73,0	-2,3%	4,3%
Epargne à long terme	1 351,7	1 435,4	1 697,9	1 725,4	1 749,7	1 763,8	1 799,9	1 880,6	9,0%	4,5%
Plans d'épargne logement	480,5	469,7	454,5	440,7	445,5	442,9	437,2	434,7	-1,4%	-0,6%
Plans d'épargne populaire	101,1	94,4	88,5	84,1	84,2	82,9	81,6	80,6	-4,2%	-1,3%
Autres comptes d'épargne	3,8	4,4	6,8	6,8	7,0	6,8	6,5	6,8	-0,4%	4,3%
Portefeuille-titres	161,8	168,4	167,5	141,6	145,8	149,7	162,9	177,6	25,4%	9,0%
OPCVM non monétaires	91,0	98,7	103,8	83,5	78,2	75,1	75,9	79,9	-4,3%	5,3%
Contrats d'assurance-vie	513,5	785,4	876,7	968,7	989,0	1 006,4	1 035,8	1 101,0	13,7%	6,3%
Autres agents	289,7	299,1	321,5	394,4	390,4	391,8	397,3	384,2	-2,6%	-3,3%
Dépôts à vue	165,8	179,9	167,6	211,4	226,9	223,3	234,7	219,3	3,7%	-6,6%
Placements liquides ou à court terme	107,3	100,7	136,1	166,1	146,2	151,7	148,3	147,7	-11,1%	-0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	39,1	40,6	25,6	27,8	29,0	37,8	40,5	40,5	45,6%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	68,2	60,1	110,5	138,3	117,2	113,9	107,8	107,2	-22,5%	-0,6%
<i>dont comptes à terme</i>	38,9	27,4	65,6	87,8	73,8	70,1	60,1	63,4	-27,8%	5,4%
Epargne à long terme	16,5	18,5	17,9	16,9	17,3	16,8	14,3	17,2	1,8%	20,5%
Total actifs financiers	4 577,8	4 907,7	5 487,2	5 772,3	5 962,6	6 034,8	6 059,0	6 107,9	5,8%	0,8%
Dépôts à vue	1 580,6	1 741,3	1 849,2	1 901,8	2 035,0	2 023,7	2 071,5	2 034,8	7,0%	-1,8%
Placements liquides ou à court terme	1 570,5	1 645,6	1 864,5	2 080,5	2 117,2	2 186,9	2 127,2	2 125,4	2,2%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 089,9	1 144,0	1 178,7	1 266,7	1 305,8	1 368,2	1 383,8	1 378,2	8,8%	-0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	480,6	501,6	685,8	813,8	811,4	818,7	743,4	747,2	-8,2%	0,5%
Epargne à long terme	1 426,7	1 520,7	1 773,5	1 790,1	1 810,4	1 824,2	1 860,3	1 947,7	8,8%	4,7%

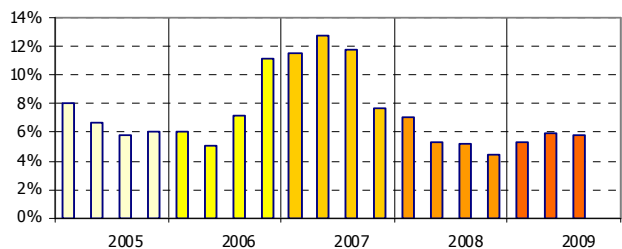
Source : IEDOM

Ensemble des actifs financiers

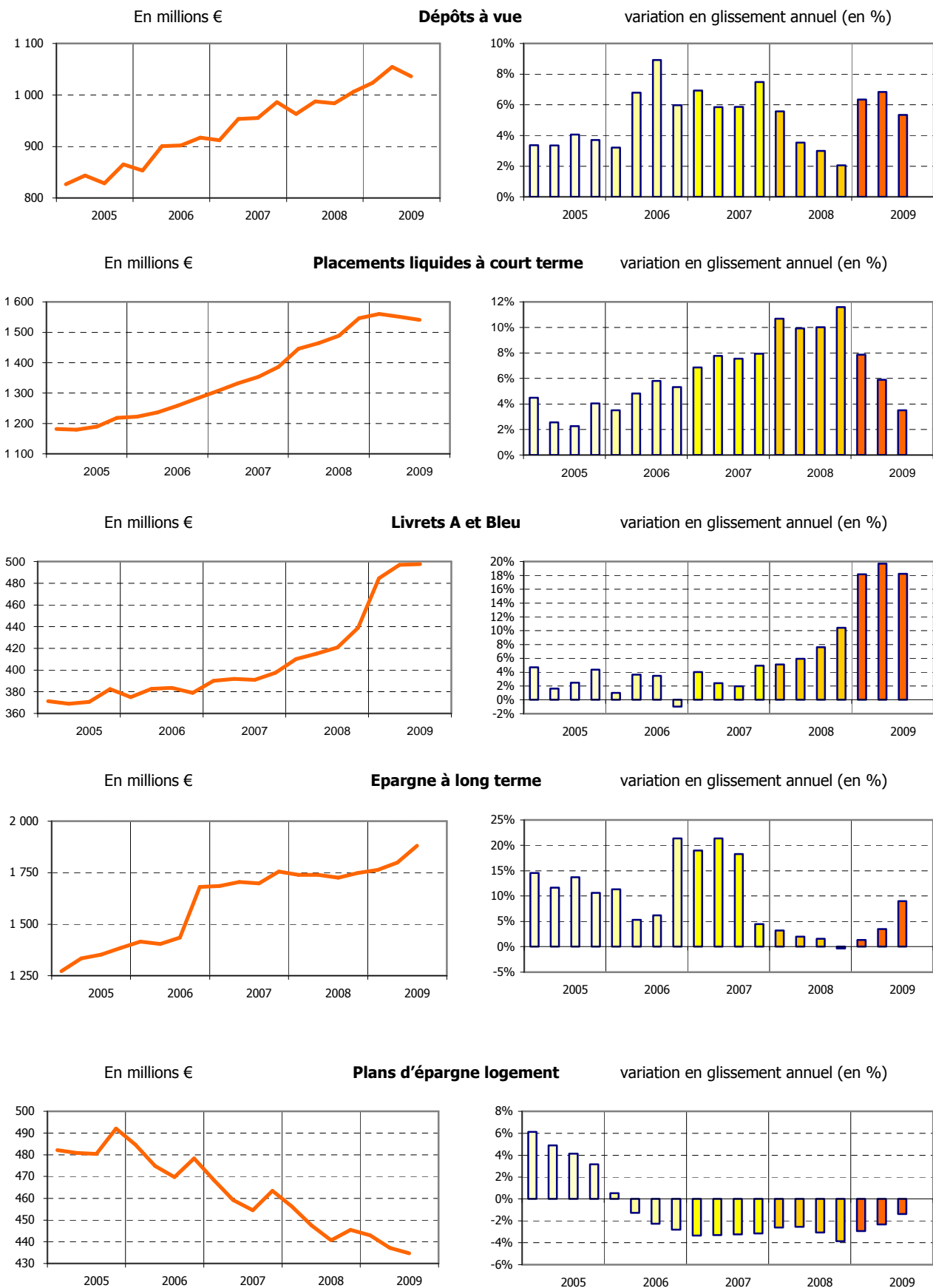
En millions €



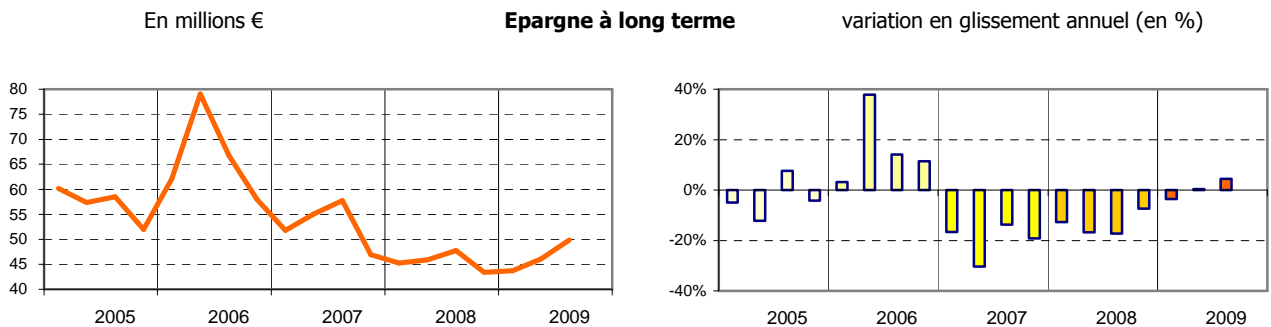
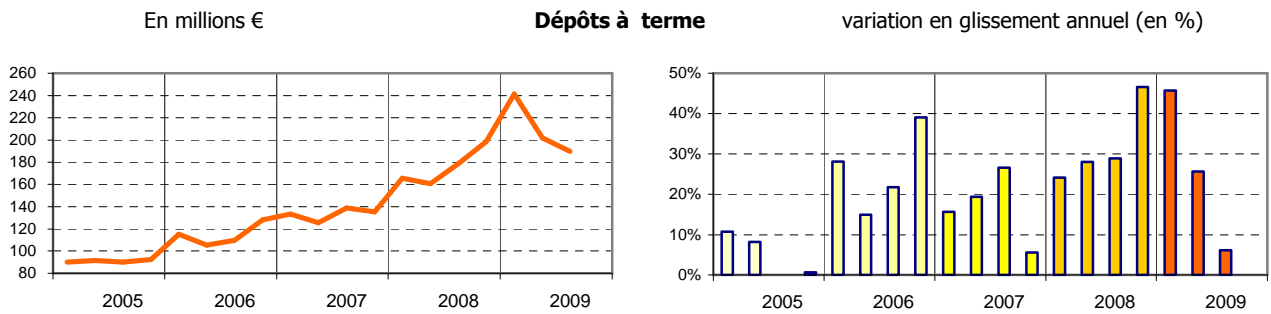
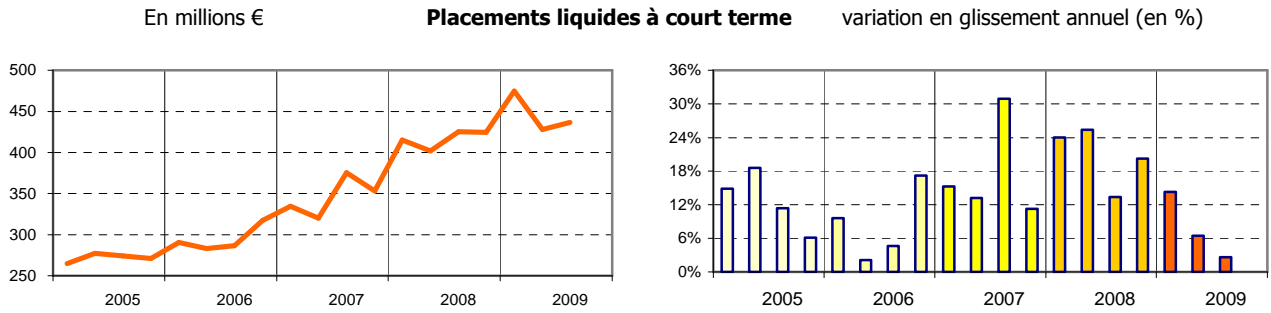
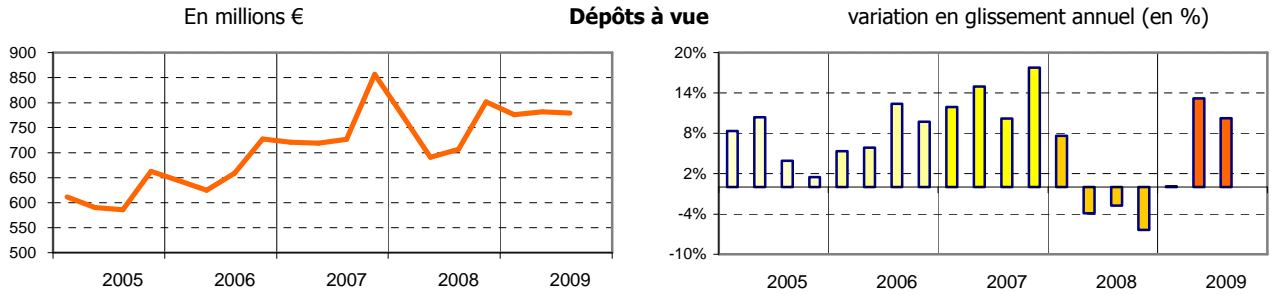
Variations en glissement annuel



Les placements des ménages



Les disponibilités des entreprises



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

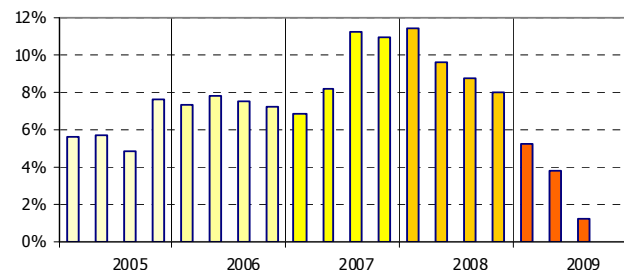
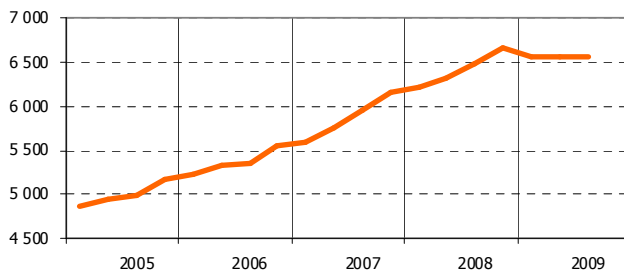
CCB TZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept 05	sept 06	sept 07	sept 08	déc 08	mars 09	juin 09	sept 09	1 an	3 mois
Entreprises	2 509,0	2 675,3	3 009,8	3 306,1	3 360,2	3 314,6	3 284,1	3 270,4	-1,1%	-0,4%
Crédits d'exploitation	401,9	405,8	444,4	494,0	449,6	433,7	442,6	447,9	-9,3%	1,2%
Créances commerciales	34,8	36,5	40,1	38,9	38,6	24,0	34,3	37,2	-4,2%	8,5%
Crédits de trésorerie	187,9	201,2	191,7	214,1	200,9	207,3	202,1	219,5	2,5%	8,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>57,4</i>	<i>53,0</i>	<i>47,9</i>	<i>48,0</i>	<i>45,6</i>	<i>43,1</i>	<i>43,0</i>	<i>41,5</i>	<i>-13,5%</i>	<i>-3,5%</i>
Comptes ordinaires débiteurs	157,9	141,9	179,7	211,4	182,6	180,2	184,2	168,1	-20,5%	-8,7%
Affacturage	21,4	26,2	33,0	29,7	27,6	22,2	22,0	23,1	-22,1%	5,0%
Crédits d'investissement	878,4	994,9	1 163,5	1 317,7	1 388,1	1 362,4	1 318,8	1 251,0	-5,1%	-5,1%
Crédits à l'équipement	679,7	812,8	967,1	1 094,3	1 169,6	1 147,3	1 115,9	1 054,4	-3,6%	-5,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>61,5</i>	<i>103,2</i>	<i>114,0</i>	<i>111,9</i>	<i>106,8</i>	<i>106,3</i>	<i>103,0</i>	<i>100,9</i>	<i>-9,8%</i>	<i>-2,0%</i>
Crédit-bail	198,7	182,1	196,3	223,4	218,5	215,1	202,9	196,7	-11,9%	-3,1%
Crédits à l'habitat	1 164,8	1 260,2	1 381,4	1 477,0	1 505,4	1 501,7	1 506,4	1 543,8	4,5%	2,5%
Autres crédits	63,9	14,4	20,5	17,5	17,1	16,8	16,2	27,6	58,2%	70,1%
Ménages	1 845,7	1 972,6	2 201,4	2 386,1	2 439,0	2 382,9	2 424,2	2 451,3	2,7%	1,1%
Crédits à la consommation	767,9	813,1	866,6	909,1	921,2	860,6	882,3	887,6	-2,4%	0,6%
Crédits de trésorerie	694,5	733,2	787,4	825,9	835,3	776,0	802,4	806,7	-2,3%	0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	41,4	44,2	39,1	42,2	46,3	47,9	45,6	47,9	13,5%	5,1%
Crédit-bail	32,0	35,7	40,2	41,0	39,6	36,8	34,3	33,0	-19,5%	-3,7%
Crédits à l'habitat	1 076,1	1 157,9	1 332,0	1 474,7	1 515,7	1 520,4	1 540,3	1 562,1	5,9%	1,4%
Autres crédits	1,8	1,7	2,8	2,3	2,2	1,8	1,7	1,6	-31,0%	-5,1%
Collectivités locales	532,3	614,5	589,2	616,4	665,0	646,9	635,4	630,5	2,3%	-0,8%
Crédits d'exploitation	2,8	13,1	3,7	13,9	17,7	13,6	10,4	10,0	-28,0%	-3,9%
Crédits de trésorerie	2,8	13,1	3,7	13,7	16,5	12,5	10,2	6,3	-53,8%	-37,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	-	-	0,2	1,2	1,1	0,2	3,7	ns	ns
Crédits d'investissement	455,8	522,3	570,1	589,6	634,3	620,4	612,7	607,8	3,1%	-0,8%
Crédits à l'équipement	455,5	521,4	569,1	588,8	633,6	619,8	612,1	607,2	3,1%	-0,8%
Crédit-bail	0,3	0,9	1,0	0,9	0,7	0,7	0,6	0,6	-33,7%	-4,8%
Crédits à l'habitat	31,2	28,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-43,4%	0,0%
Autres crédits	42,4	50,2	15,3	12,8	13,0	12,8	12,3	12,6	-1,4%	2,6%
Autres agents et CCB non ventilés	94,9	93,3	156,9	173,0	190,5	206,3	211,0	207,8	20,1%	-1,5%
Total sain	4 981,9	5 355,7	5 957,3	6 481,7	6 654,8	6 550,7	6 554,8	6 559,9	1,2%	0,1%
Créances douteuses brutes	559,2	595,3	595,0	584,4	565,4	574,3	553,6	606,3	3,7%	9,5%
Créances douteuses nettes	203,2	226,5	217,3	217,0	212,1	215,6	195,0	249,4	15,0%	27,9%
<i>dont entreprises</i>	<i>137,0</i>	<i>148,8</i>	<i>135,1</i>	<i>143,5</i>	<i>137,8</i>	<i>124,3</i>	<i>121,9</i>	<i>168,4</i>	<i>17,3%</i>	<i>38,1%</i>
<i>dont ménages</i>	<i>51,7</i>	<i>76,7</i>	<i>78,0</i>	<i>69,7</i>	<i>72,4</i>	<i>77,8</i>	<i>65,2</i>	<i>68,9</i>	<i>-1,2%</i>	<i>5,7%</i>
Provisions	356,0	368,8	377,8	367,5	353,3	358,8	358,6	356,9	-2,9%	-0,5%
Encours total	5 541,0	5 951,0	6 552,4	7 066,1	7 220,2	7 125,0	7 108,4	7 166,2	1,4%	0,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	<i>10,1%</i>	<i>10,0%</i>	<i>9,1%</i>	<i>8,3%</i>	<i>7,8%</i>	<i>8,1%</i>	<i>7,8%</i>	<i>8,5%</i>	<i>0,2 pt</i>	<i>0,7 pt</i>
<i>Taux de provisionnement</i>	<i>63,7%</i>	<i>62,0%</i>	<i>63,5%</i>	<i>62,9%</i>	<i>62,5%</i>	<i>62,5%</i>	<i>64,8%</i>	<i>58,9%</i>	<i>-4 pt</i>	<i>-5,9 pt</i>

Source : IEDOM

Encours de crédit sain total

En millions €

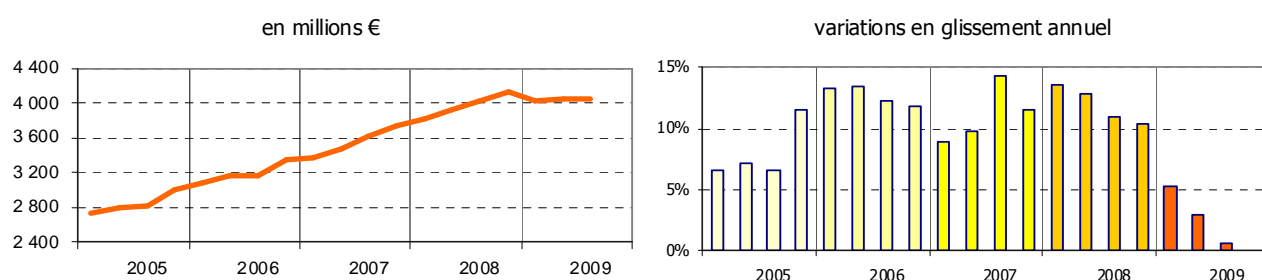
variations en glissement annuel



4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

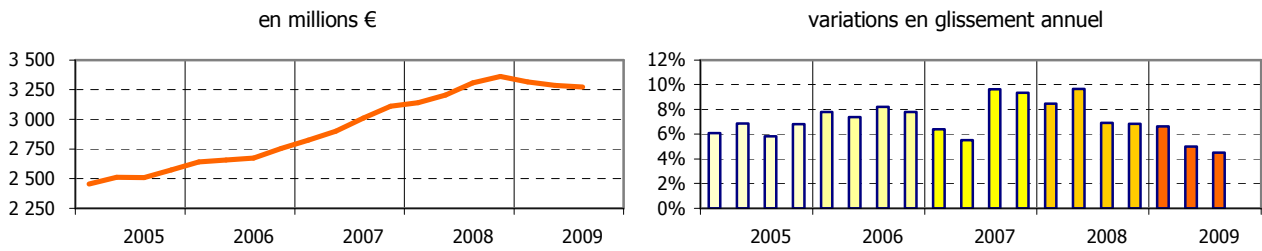
CCB ZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept 05	sept 06	sept 07	sept 08	déc 08	mars 09	juin 09	sept 09	1 an	3 mois
Entreprises	1 010,2	1 183,0	1 351,9	1 565,9	1 584,8	1 557,6	1 534,9	1 516,1	-3,2%	-1,2%
Crédits d'exploitation	335,8	367,0	399,1	445,1	413,2	397,9	405,5	414,0	-7,0%	2,1%
Créances commerciales	34,8	36,0	39,9	38,6	38,1	23,6	33,9	36,7	-5,1%	8,0%
Crédits de trésorerie	168,8	182,2	176,2	199,4	186,2	189,2	185,7	205,2	2,9%	10,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>57,4</i>	<i>52,3</i>	<i>46,3</i>	<i>47,1</i>	<i>45,0</i>	<i>42,5</i>	<i>42,4</i>	<i>41,0</i>	<i>-12,9%</i>	<i>-3,2%</i>
Comptes ordinaires débiteurs	110,9	123,2	150,2	177,5	161,4	162,9	163,8	149,1	-16,0%	-9,0%
Affacturage	21,4	25,6	32,8	29,7	27,6	22,2	22,0	23,1	-22,1%	5,0%
Crédits d'investissement	511,3	640,3	727,4	860,7	904,3	894,3	866,1	823,0	-4,4%	-5,0%
Crédits à l'équipement	428,1	543,4	623,4	749,7	794,5	789,0	767,5	728,3	-2,9%	-5,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	<i>64,5</i>	<i>65,0</i>	<i>64,9</i>	<i>63,4</i>	<i>59,3</i>	<i>59,1</i>	<i>56,2</i>	<i>56,5</i>	<i>-11,0%</i>	<i>0,6%</i>
Crédit-bail	83,2	97,0	104,0	111,0	109,9	105,3	98,7	94,7	-14,7%	-4,0%
Crédits à l'habitat	102,8	164,5	208,1	245,7	253,4	251,7	250,2	254,5	3,6%	1,7%
Autres crédits	60,2	11,1	17,3	14,3	13,9	13,6	13,1	24,5	71,6%	87,0%
Ménages	1 630,7	1 743,5	1 953,9	2 117,0	2 166,2	2 106,4	2 144,3	2 167,6	2,4%	1,1%
Crédits à la consommation	712,9	753,3	804,7	845,8	858,0	800,3	821,2	825,9	-2,3%	0,6%
Crédits de trésorerie	639,5	674,1	725,9	762,8	772,5	716,0	741,8	745,5	-2,3%	0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	41,4	43,5	38,7	41,9	46,0	47,5	45,1	47,4	13,0%	4,9%
Crédit-bail	32,0	35,7	40,2	41,0	39,6	36,8	34,3	33,0	-19,5%	-3,7%
Crédits à l'habitat	916,2	988,5	1 146,4	1 269,0	1 306,0	1 304,3	1 321,4	1 340,1	5,6%	1,4%
Autres crédits	1,6	1,7	2,8	2,3	2,2	1,8	1,7	1,6	-31,0%	-5,1%
Collectivités locales	121,9	194,4	204,2	224,0	253,4	248,7	242,2	239,9	7,1%	-0,9%
Crédits d'exploitation	2,8	1,2	1,2	5,8	9,2	8,8	5,9	5,8	-0,8%	-1,1%
Crédits de trésorerie	2,8	1,2	1,2	5,6	8,0	7,7	5,7	2,2	-61,8%	-62,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	-	-	0,2	1,2	1,1	0,2	3,6	ns	ns
Crédits d'investissement	119,0	193,1	202,9	218,1	243,7	239,3	235,9	233,3	7,0%	-1,1%
Crédits à l'équipement	118,7	192,7	202,5	217,7	243,3	239,0	235,7	233,0	7,1%	-1,1%
Crédit-bail	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	ns	ns
Crédits à l'habitat	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	0,0	0,0	0,1	-	0,5	0,5	0,3	0,8	ns	ns
Autres agents et CCB non ventilés	60,8	48,0	111,4	111,2	123,4	113,7	120,7	116,6	4,9%	-3,4%
Total sain	2 823,6	3 168,8	3 621,5	4 018,1	4 127,8	4 026,4	4 042,0	4 040,2	0,6%	0,0%
Créances douteuses brutes	482,2	500,0	520,3	519,4	501,7	532,3	515,2	540,6	4,1%	4,9%
Créances douteuses nettes	126,2	132,0	143,1	152,4	148,9	174,0	157,0	184,0	20,8%	17,3%
<i>dont entreprises</i>	<i>86,3</i>	<i>70,4</i>	<i>76,2</i>	<i>91,0</i>	<i>86,5</i>	<i>100,4</i>	<i>98,7</i>	<i>121,6</i>	<i>33,7%</i>	<i>23,2%</i>
<i>dont ménages</i>	<i>36,2</i>	<i>60,6</i>	<i>63,8</i>	<i>59,2</i>	<i>60,4</i>	<i>70,1</i>	<i>55,4</i>	<i>60,1</i>	<i>1,5%</i>	<i>8,5%</i>
Provisions	356,0	368,0	377,2	367,0	352,8	358,3	358,2	356,5	-2,9%	-0,5%
Total brut	3 305,8	3 668,8	4 141,8	4 537,4	4 629,4	4 558,6	4 557,2	4 580,8	1,0%	0,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	<i>14,6%</i>	<i>13,6%</i>	<i>12,6%</i>	<i>11,4%</i>	<i>10,8%</i>	<i>11,7%</i>	<i>11,3%</i>	<i>11,8%</i>	<i>0,4 pt</i>	<i>0,5 pt</i>
<i>Taux de provisionnement</i>	<i>73,8%</i>	<i>73,6%</i>	<i>72,5%</i>	<i>70,7%</i>	<i>70,3%</i>	<i>67,3%</i>	<i>69,5%</i>	<i>66,0%</i>	<i>-4,7 pt</i>	<i>-3,6 pt</i>

Source : IEDOM

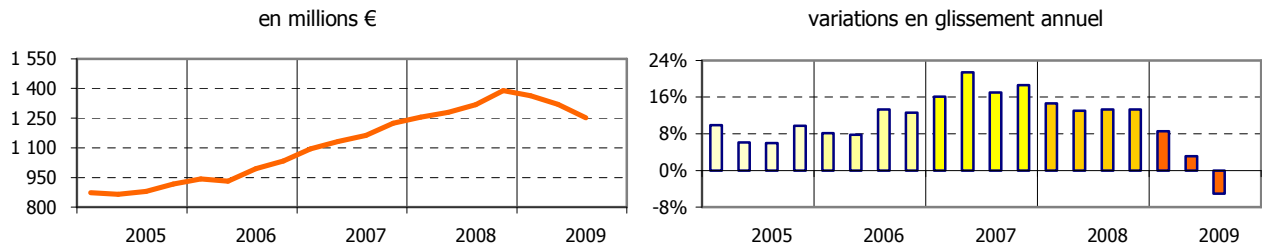


L'endettement des entreprises

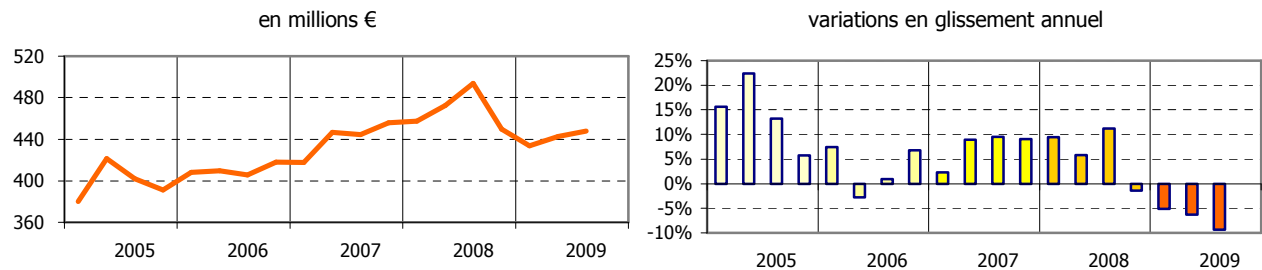
Ensemble des concours sains



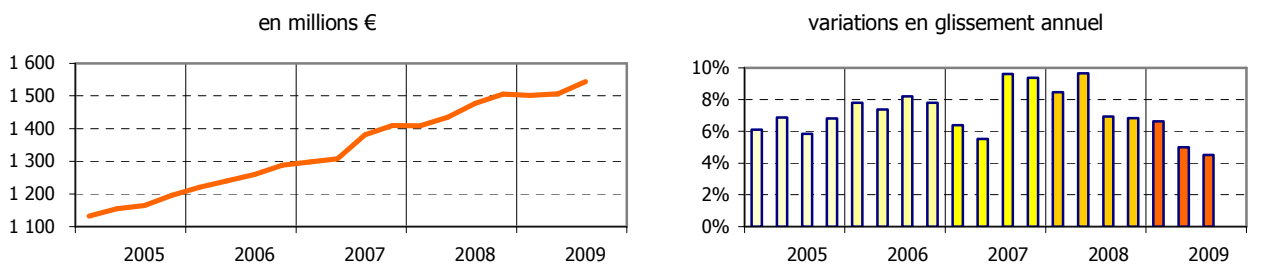
Crédits d'investissement



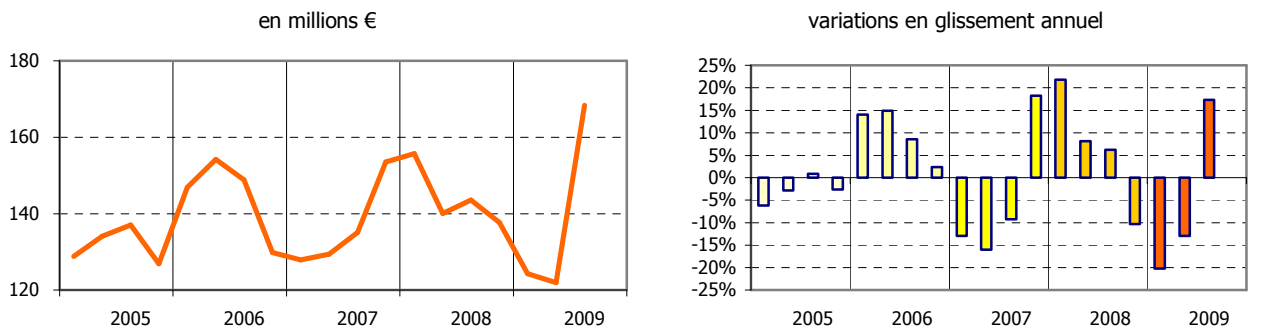
Crédits d'exploitation



Crédits immobiliers

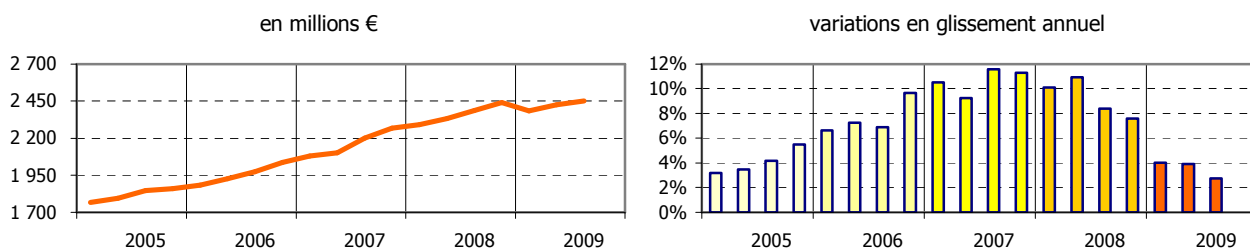


Créances douteuses nettes

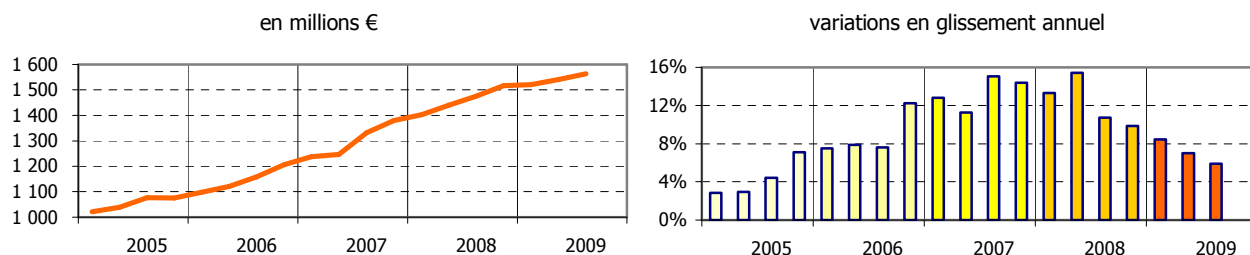


L'endettement des ménages

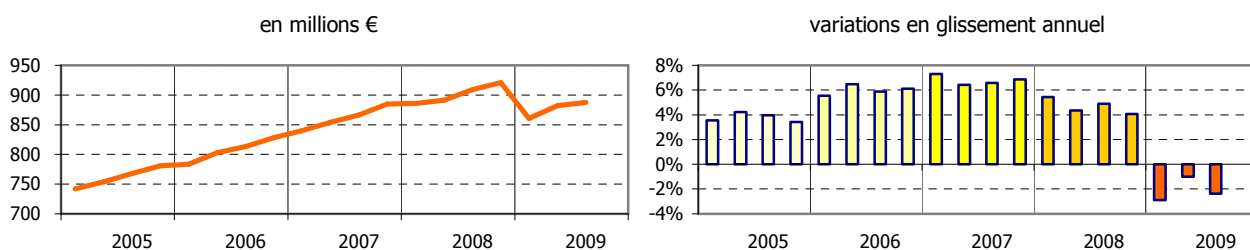
Ensemble des concours sains



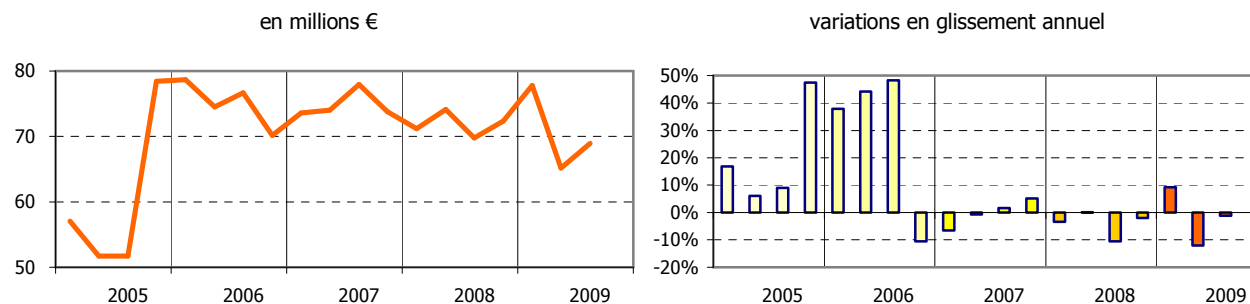
Crédits à l'habitat



Crédits à la consommation

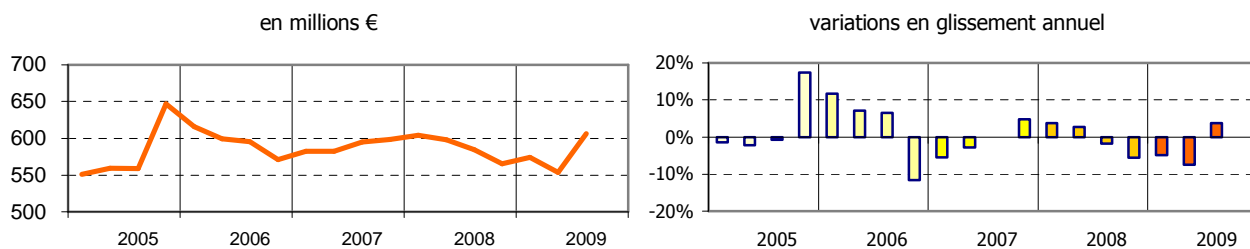


Créances douteuses nettes



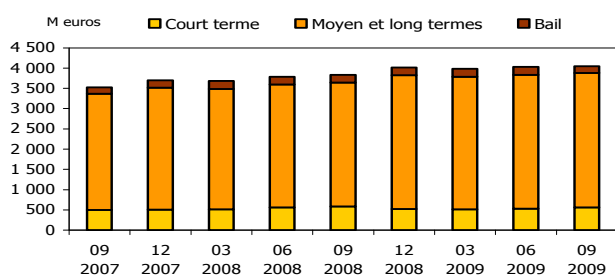
L'évolution des créances douteuses brutes

Créances douteuses brutes

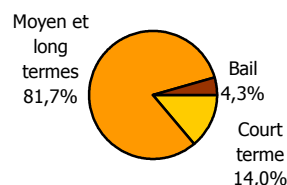


5. Risques sectoriels¹

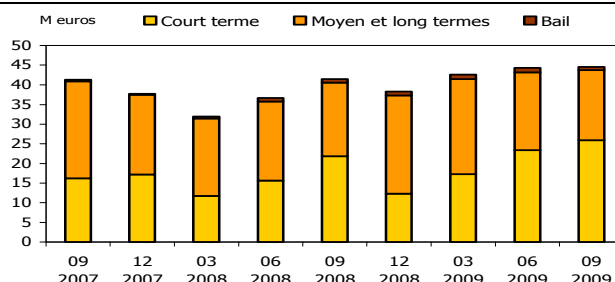
Evolution globale



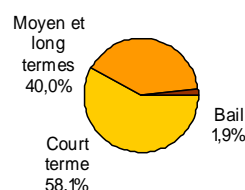
Structure en %



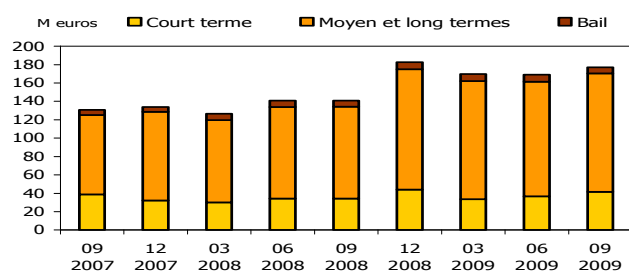
Secteur primaire



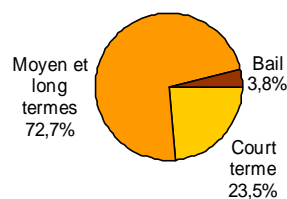
Structure en %



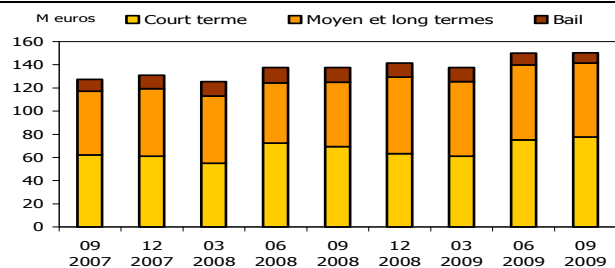
Industrie



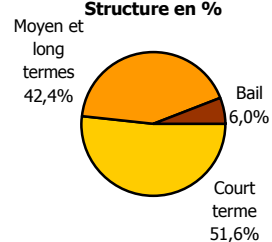
Structure en %



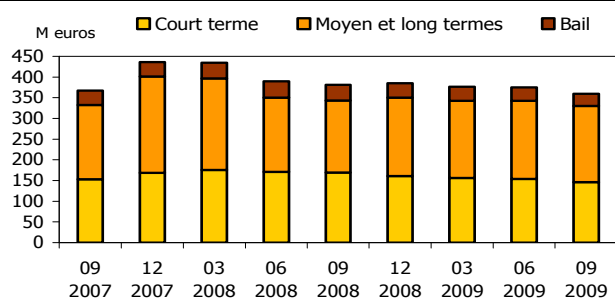
Construction



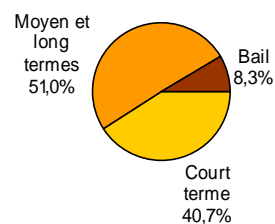
Structure en %



Commerce

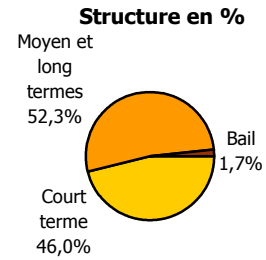
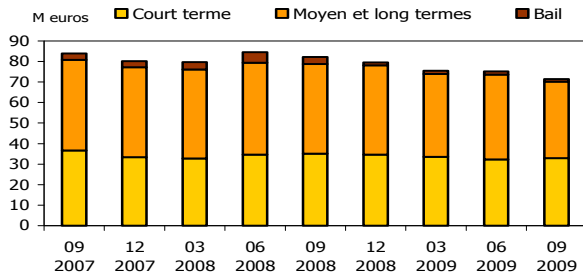


Structure en %

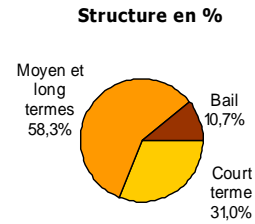
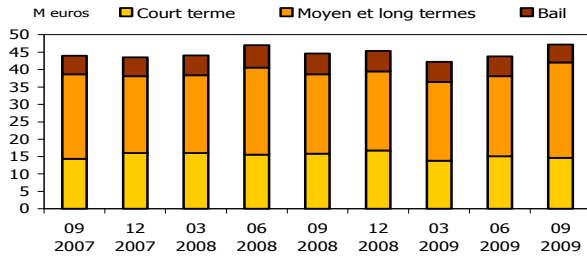


¹ Les données présentées ici sont issues du Service Central des Risques de la Banque de France et ne comprennent pas les engagements de hors bilan ni les encours titrisés.

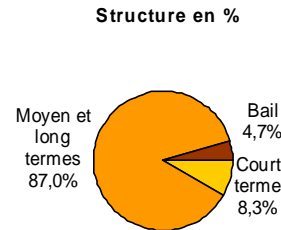
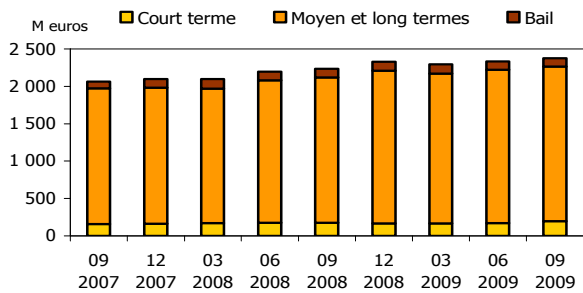
Hôtels - restaurants



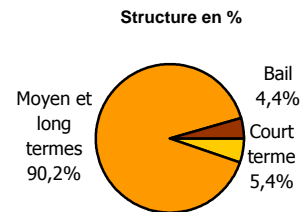
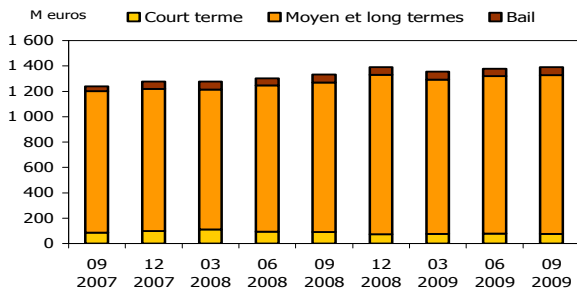
Transports



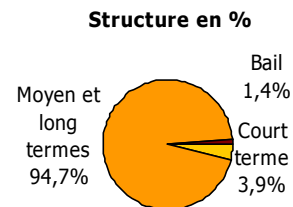
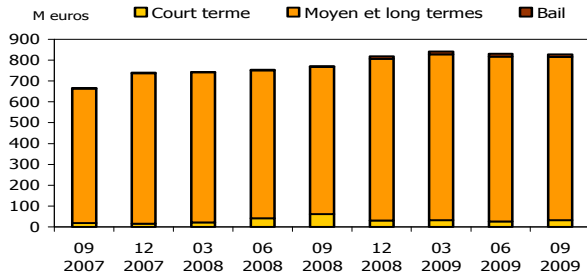
Services



dont Immobilier



Autres secteurs



6. Rappel des taux

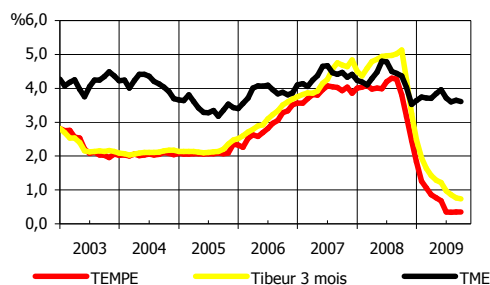
6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE		TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 09)		
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/09)	1,00%	Livret A et bleu	LDD	LEP
Taux de la facilité de dépôt (08/04/09)	0,25%	1,25%	1,25%	1,75%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/09)	1,75%	PEL*	CEL*	
		2,50%	0,75%	
		TAUX D'INTERET LEGAL		
		ANNEE 2009 (JO du 09/02/09)	3,79%	
		ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)	3,99%	

* Hors prime d'Etat

Source : Banque de France

6.2 Principaux taux de marché

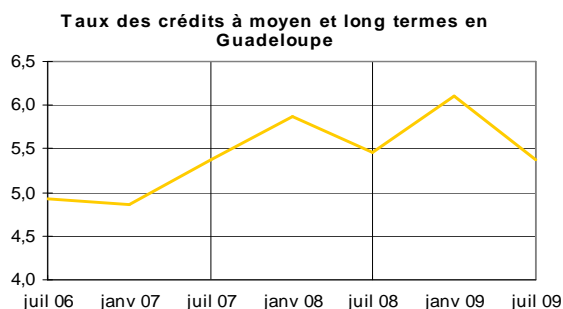
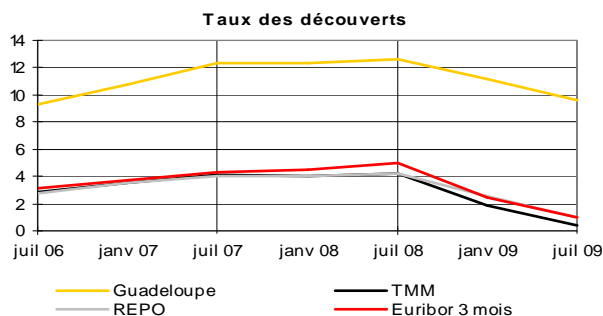


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	janv 2008	juil 2008	janv 2009	juil 2009	Var. en pts 6 mois	1 an
Crédits CT						
Escompte	8,80	9,67	8,53	5,90	-2,62	-3,76
Découvert	12,34	12,61	11,19	9,59	-1,60	-3,02
Autres crédits CT	6,95	8,47	9,14	7,16	-1,98	-1,30
Total crédits CT	10,62	11,28	10,20	8,21	-1,99	-3,07
Crédits MT et LT	5,87	5,46	6,10	5,38	-0,72	-0,08
ENSEMBLE	8,12	8,04	7,78	6,57	-1,21	-1,48

Source : IEDOM



Source : IEDOM, Banque de France

6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 3eme trim. 2009 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1er octobre 2009
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers		
	- Prêts à taux fixe	5,04%	6,72%
	- Prêts à taux variable	4,59%	6,12%
	- Prêts relais	4,94%	6,59%
	Autres prêts aux particuliers		
- Prêts <= 1 524 € (*)	16,05%	21,40%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,15%	20,20%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,90%	9,20%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises		
- Découverts en compte (**)	9,87%	13,16%	

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

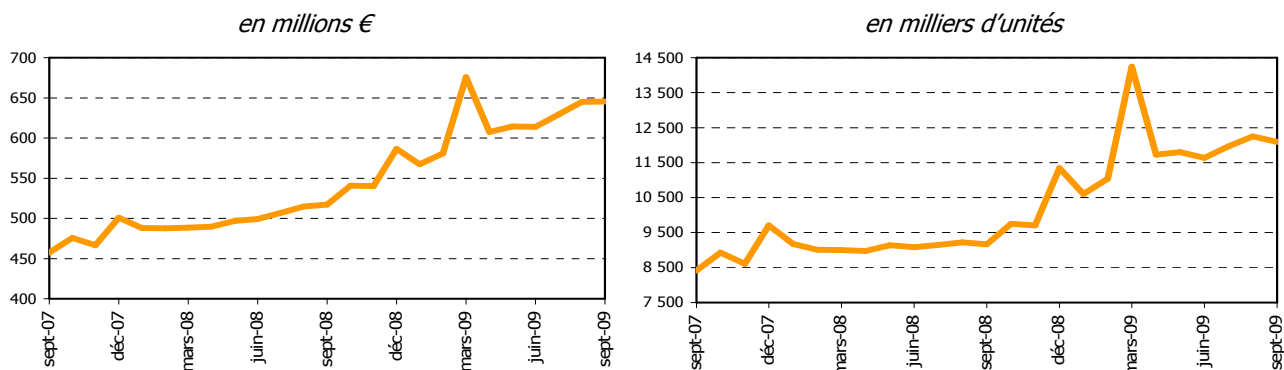
(**) ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Source : Banque de France

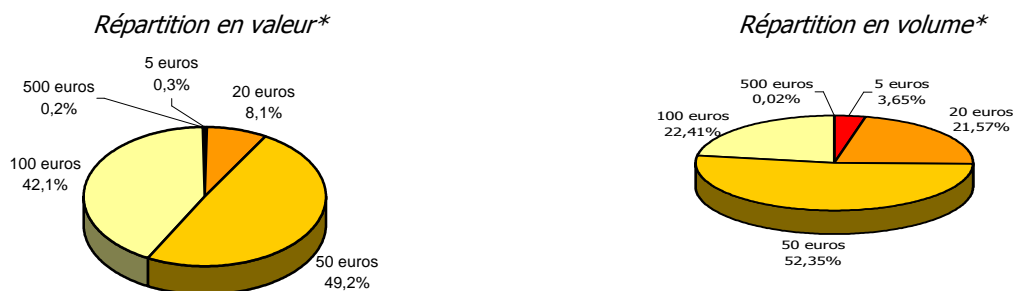
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets



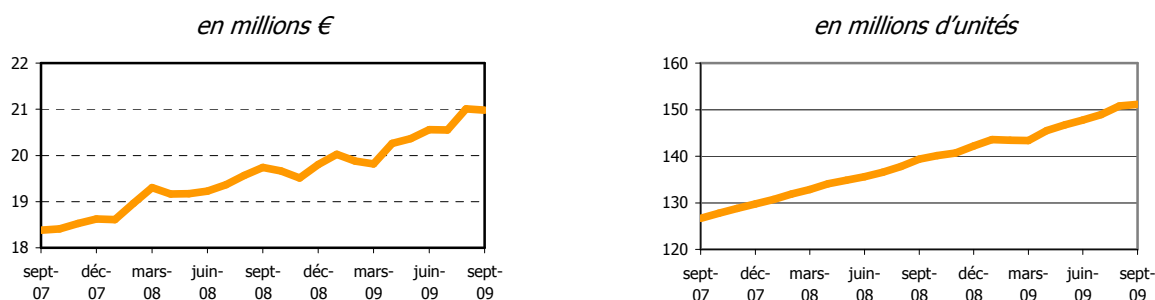
Répartition par coupure de l'émission nette de billets au 30 septembre 2009



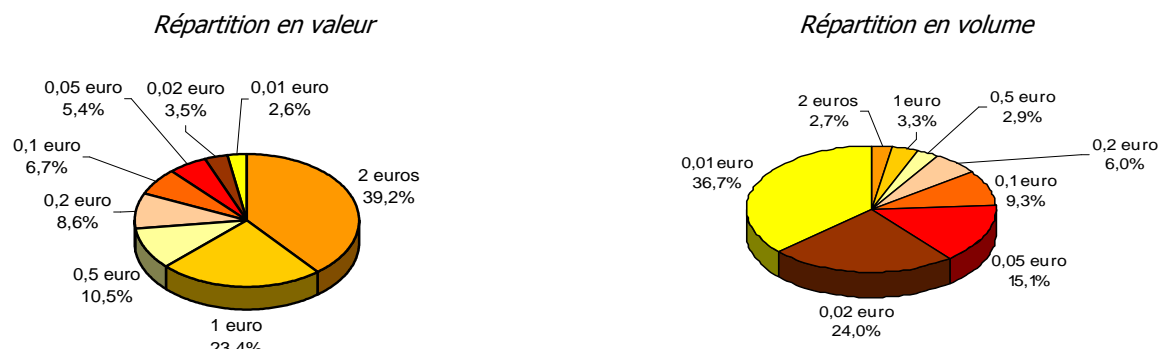
* hors billets de 10 et 200 euros (la contribution étant négative)

7.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition par coupure de l'émission nette de pièces au 30 septembre 2009



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Charles APANON

Michelle MINATCHY

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La providence – ZAC de Dothémare - 97 139 LES ABYMES
Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : C. APANON
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 4 décembre 2009
Dépôt légal : décembre 2009 - n° ISSN : 0296-3116